

## Le président Tomas Garrigue Masaryk, la démocratie par les actes (1918-1935)

Monsieur Alain Soubigou

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Soubigou Alain. Le président Tomas Garrigue Masaryk, la démocratie par les actes (1918-1935). In: Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°59, 2000. Les Tchèques au XXe siècle. pp. 17-25;

doi : <https://doi.org/10.3406/mat.2000.403226>

[https://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_2000\\_num\\_59\\_1\\_403226](https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2000_num_59_1_403226)

---

Fichier pdf généré le 30/03/2018

## Le président Tomáš Garrigue Masaryk, la démocratie par les actes (1918-1935)

Tomáš Garrigue Masaryk (1850-1937) est souvent perçu comme un homme politique idéaliste. Non sans raison. Sa formation de philosophe, ses idées morales — voire moralisatrices —, sa position d'homme politique longtemps dans l'opposition sous les Habsbourg ne le prédisposaient pas *a priori* à devenir un homme d'État pragmatique. La longue maturation d'un idéal démocratique pouvait même en faire un parfait dogmatique, vite anéanti par le choc du réel comme beaucoup de ses prédécesseurs philosophes qui se sont frottés à la politique.

Pourtant le temps de sa présidence, longue de 17 ans, lui a permis de faire passer nombre de ses idées dans la réalité. Trois traits dessinent cette présidence. D'abord son âge, 68 ans lorsqu'il arrive au pouvoir, loin d'être un inconvénient, lui a permis de bénéficier de l'expérience d'un homme mûr. En 1920, 1927 et 1934, il laissa le soin de ses réélections à ses partisans au Parlement, signifiant par là qu'un terme à son mandat ne l'inquiétait pas outre mesure. Cet âge avancé lui a surtout permis de ne pas être dupe des sirènes du pouvoir et d'œuvrer au profit des générations futures.

Ensuite, la fermeté de ses idéaux l'a gardé des envoiements de l'homme politique toujours en quête de l'accord de l'opinion publique. Sa conception de la démocratie n'est pas initialement le résultat de la lecture de penseurs. La situation de son père, cocher slovaque demeuré toute sa vie dans la mentalité de serf, lui avait fourni l'impératif de l'émancipation, la conscience de la nécessité pour les individus de décider eux-mêmes de leur sort, plutôt que de le subir. La conviction démocratique de Masaryk s'ancre dans cette conscience familiale ancienne, hors de toute préoccupation politicienne conjoncturelle.

Enfin, ce n'est pas un novice complet qui parvient au pouvoir au terme du naufrage de l'empire austro-hongrois. Masaryk a déjà été député au Reichsrat de 1891 à 1893 et de 1907 à la Première Guerre mondiale. Loin d'être un maximaliste nationaliste, il s'est avéré un bon connaisseur des problèmes scolaires et plus largement des problèmes de société. Son enseignement pionnier de la sociologie à l'université de Prague lui donnait une bonne longueur d'avance sur ses homologues députés, nationalistes autrichiens ou nationalistes tchèques. In extremis, dans les derniers mois de la marche inexorable à la guerre en 1913-1914, il avait tenté de susciter des négociations entre Serbes et Autrichiens et dénoncé les menées bellicistes de certains hommes politiques autrichiens. C'est donc un homme averti de la chose politique et de ses ressorts sociologiques qui parvient au pouvoir, sur le soir de sa vie, avec des convictions démocratiques profondes.

Comment cet homme a-t-il pu non seulement créer un État, sur des bases démocratiques en totale rupture avec l'empire austro-hongrois, mais aussi imposer des normes démocratiques qui ont fait de la Tchécoslovaquie un modèle rare dans l'Europe centrale de l'entre-deux-guerres ? Au-delà de décisions politiques ponctuelles pendant ses 17 années de présidence, trois domaines, parmi de nombreux autres possibles, permettent de rendre compte de la démarche masarykienne pour instaurer et faire vivre une démocratie non pas idéaliste, mais bien ancrée dans la réalité : la constitution d'un appareil de gouvernement moderne, le remaniement de l'espace du pouvoir du Château, la promotion du rôle des femmes.

### Un gouvernement moderne

En 1918, toute une série d'incertitudes pesait sur la Tchécoslovaquie. D'abord une incertitude militaire : une série de litiges apparut sur le pourtour du pays, à Teschen/Těšín en Silésie, en Slovaquie, en Russie subcarpatique, en Spiš et en Orava. Or les forces armées étaient très limitées, puisqu'une partie des régiments était encore sur les fronts de l'armée autrichienne de la fin de l'année 1918. Quant aux légions, après une longue « anabase » en Sibérie vers Vladivostok et des escarmouches de plus en plus violentes avec l'Armée rouge, certaines ne furent rapatriées qu'à Noël 1920<sup>1</sup>.

Ensuite pesait une incertitude économique : l'inévitable dévaluation de la monnaie s'accompagnait de la pénurie d'approvisionnements, qui à son tour pesait sur l'esprit public.

Puis l'incertitude diplomatique se fit jour : la Tchécoslovaquie, en tant que petite nation, n'était pas représentée à la conférence de la Paix dans les commissions de décision. La délimitation des frontières se décidait en petit comité d'experts internationaux. L'hésitation continuait aussi sur les alliances diplomatiques à nouer.

Jouait aussi une incertitude politique avec la pression bolchevique qui était beaucoup moins théorique à Prague qu'à Paris ou Londres. L'assaut russe contre la Pologne se faisait sentir dans les esprits. Prague devait aussi compter avec les révisionnistes autrichien, allemand, hongrois, qui se mirent immédiatement en branle contre le nouvel État tchéco-slovaque.

Enfin, l'incertitude institutionnelle ne tarda pas à poindre dans le pays même, du fait de l'absence de Constitution définitive durant toute l'année 1919, du fait de la dictature militaire décrétée en Slovaquie face aux Hongrois menaçants, du fait de la chute du premier gouvernement provisoire au bout de six mois et de l'incertitude de la légitimité de la République.

1. Vincenc Červinka, *Naši na Sibíři (Les nôtres en Sibérie)*, Prague, 1920, pour une étude factuelle de cette anabase longitudinale, à l'inverse de celle des Dix-Mille de Xénophon ; pour une étude plus politique : Josef Patejdl, *Sibiřská anabase (L'anabase de Sibérie)*, Prague, 1923.



Tomáš Masaryk et son fils Jan

En Europe occidentale, les historiens emploient volontiers l'expression d'année trouble pour désigner l'année 1917. Comme plusieurs pays d'Europe centrale, la Tchécoslovaquie a connu une année trouble, non pas en 1917 mais bien plutôt en 1919, du fait de cette série d'incertitudes.

Dans ces conditions, pendant quatorze mois, Masaryk a dirigé un État doté d'une constitution provisoire. L'essentiel de l'énergie des dirigeants était consacré à la construction de l'État comme l'a écrit le journaliste Ferdinand Peroutka dans sa monumentale somme consacrée à cette phase de l'histoire de la Tchécoslovaquie<sup>2</sup>. Tout l'hiver et le printemps 1919, le premier ministre Karel Kramář réside à Paris pour assurer le suivi des négociations des traités de paix. Il est flanqué d'Édouard Beneš, qui a pris le poste de ministre des Affaires étrangères et qui œuvre à obtenir des frontières les plus favorables possible à son pays. Ce dernier a toute la confiance de Masaryk, qui se méfie en revanche de Kramář, enclin à mener une politique nationaliste. A Prague, les députés constituants de l'Assemblée nationale révolutionnaire (*Revoluční národní shromáždění*) débattent de la constitution. Masaryk, à partir de sa lecture de l'œuvre de Karel Havlíček en 1896, comme beaucoup de ses contemporains progressistes, était depuis longtemps partisan d'une constitution. A côté d'Antonín Švehla, deux personnages prennent une part fondamentale à son élaboration au sein de l'Assemblée : Jan Herben, ami de très longue date de Masaryk, et le docteur Václav Bouček, naguère avocat et proche de Masaryk, rapporteur de la commission parlementaire chargée de la rédaction<sup>3</sup>.

Ce sont donc deux très proches de Masaryk qui définissent les attributions constitutionnelles du président de la République. Sur proposition de Jan Herben, le préambule de la constitution commence par la formule « Nous, peuple tchécoslovaque... » (*My, národ československý...*) qui est un décalque du préambule de la constitution des États-Unis d'Amérique du 17 septembre 1787<sup>4</sup>. En dépit de cette ressemblance américaine, c'est plutôt au système français de la Troisième République que s'apparente la constitution de la Première République tchécoslovaque, en vigueur jusqu'en 1938. La constitution provisoire du 13 novembre 1918 organisait dans l'urgence un parlement monocaméral. Au contraire, la constitution définitive comprend un système bicaméral

avec une Assemblée nationale (*Národní shromáždění*) composée d'un sénat et d'une chambre des députés qui élisent ensemble le président de la République, obligatoirement âgé d'au moins trente-cinq ans<sup>5</sup>. Ces dénominations parlementaires sont des transcriptions de la terminologie constitutionnelle française. Le président, élu pour sept ans comme le président français, n'avait, d'après la constitution, guère plus de prérogatives que celui-ci à la même époque, à savoir un pouvoir essentiellement chrysantémique. Ce sont des proches du président qui ont conçu cette loi fondamentale. C'est là le résultat paradoxal de la conception masarykienne de la démocratie, telle qu'il l'avait envisagée dans son *Karel Havlíček* en 1896 en prônant une lecture de *L'esprit des lois* de Montesquieu favorable au parlementarisme. Il y a donc sur ce point une parfaite cohérence entre le Masaryk philosophe et le Masaryk président.

Cette cohérence construit un carcan constitutionnel autour du président qui redoutait de voir disparaître les errements d'un exécutif non-responsable devant le Parlement comme c'était le cas sous l'empire austro-hongrois. A la différence du système américain qui ne comporte pas de premier ministre et par analogie avec le système parlementaire français de la Troisième République, le président du Conseil (*ministrský předseda*) était responsable devant la chambre basse. Indépendamment des principes édictés plus de deux décennies plus tôt, Masaryk avait en tête une autre considération. A son âge, près de soixante-dix ans, il n'envisageait pas de rester longtemps président<sup>6</sup>. Masaryk ne prenait pas sa fonction avec désinvolture. Parmi ses adversaires — nombreux —, aucun ne lui fit jamais ce reproche, pas plus que le reproche inverse, l'arriérisme. Donc tout autant par respect de ses convictions parlementaristes anciennes que dans l'hypothèse d'un successeur autoritaire, Masaryk avait préconisé à ses amis Herben et Bouček de peser en faveur d'une Constitution limitant strictement les pouvoirs présidentiels. Ils suivirent trop bien ses conseils. Masaryk se trouva nanti d'un pouvoir constitutionnellement très limité. La constitution votée le 29 février 1920 à 0 h 43 faisait virtuellement de Masaryk un président décoratif.

Parmi ses attributions constitutionnelles, le président promulguait les lois, qu'il pouvait néanmoins renvoyer au Parlement dans un délai d'un mois<sup>7</sup>. Il pouvait dissoudre la Chambre des députés, dont il proclamait les calendriers<sup>8</sup>. Selon l'article 64 entièrement consacré au président de la République, il représente l'État à l'étranger, négocie et ratifie les traités mais sous contrôle parlementaire, accueille les ambassadeurs, proclame l'état de guerre et présente au Parlement le projet de paix, prononce au Parlement un discours sur l'état de la nation, nomme les professeurs d'université, juges, hauts fonctionnaires et officiers de haut rang. Il dispose du commandement suprême de l'armée mais sans davantage de précision. Il détient aussi un pouvoir de grâce ou d'amnistie partielle ou totale<sup>9</sup>. Ce dispositif crée un régime légèrement plus présidentiel que le système français de la Troisième République, mais bien moins que le système américain ou que ceux adoptés dans les pays d'Europe centrale dans l'entre-deux-

2. Ferdinand Peroutka, *Budování Státu (La construction de l'Etat)* Prague, 1933-1938. Réédition Prague, 1991, 4 volumes.

3. Ferdinand Peroutka, *Budování Státu*, op. cit., éd. 1991, vol. 3, pp. 926-927. Eva Broklová, « My, národ československý », in *Prohlášení nezávislosti československého národa zatímní vládou československou (Déclaration d'indépendance du peuple tchécoslovaque par le gouvernement provisoire tchécoslovaque)*, Prague, 1998, pp. 57-60, voir p. 58.

4. Marie-France Toinet, *Le système politique des Etats-Unis*, Paris, 1990, p. 598. Eva Broklová, *Československá demokracie, politický systém ČSR, 1918-1938 (La démocratie tchécoslovaque, le système politique de la Rép. tchécoslov., 1918-1938)*, Prague, 1992, p. 23.

5. *Ústava Republiky Československé (Constitution de la Rép. tchécoslovaque)*, Prague, 1932, ultérieurement citée « Constitution » ; §§ 8, 13, 38, 56, 70, 72 & 73.

6. Karel Čapek, *Entretiens avec Masaryk*, réédition tchèque, 1990, pp. 192-193 ; édition française, 1992, pp. 245-246.

7. Constitution, Article IV, alinéa 2 et §§ 47 & 51.

8. Constitution, §§ 30 & 31.

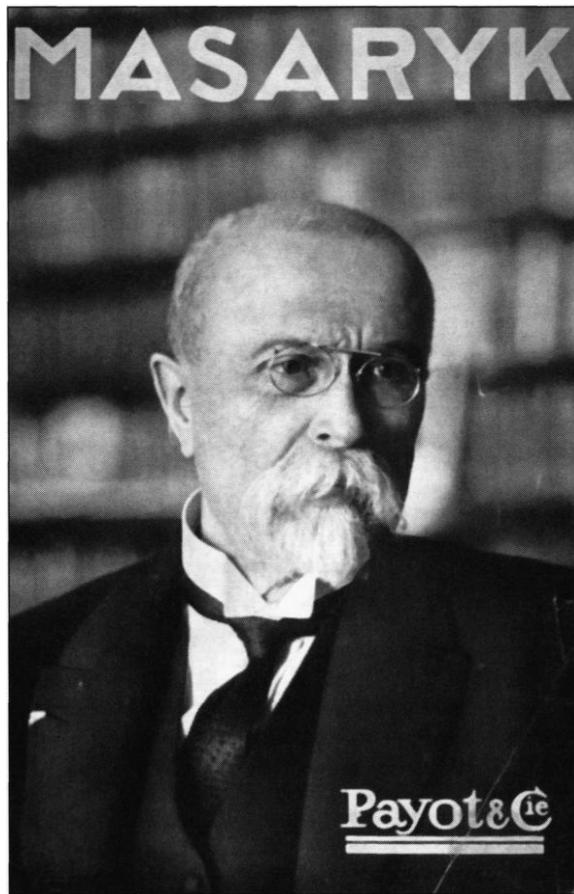
9. Constitution, § 103.

guerres<sup>10</sup>. Toutes les décisions présidentielles doivent être contresignées par un ministre. Dans ces conditions, le vrai pivot constitutionnel était le président du Conseil.

Rapidement, cependant, Masaryk donna à sa fonction un poids non prévu par la Constitution. Par son intégrité déjà reconnue par ses concitoyens lors d'un sondage de 1912 qui en faisait déjà un potentiel président, par l'autorité morale paradoxalement acquise au fil des luttes d'avant-guerre et par la légitimité acquise par son engagement irrémédiable contre l'Autriche pendant la guerre, Masaryk bénéficiait d'une position exceptionnelle en 1918. Au fil des ans, en dépit d'une Constitution limitante, Masaryk acquit une « dictature du respect ». Ce pouvoir exorbitant du droit constitutionnel lui accordait de fait la faculté d'agréer ou de refuser des combinaisons ministérielles, des formulations de projets de lois, des initiatives diplomatiques. Si bien que Masaryk façonna en dix-sept ans la présidence d'une manière telle que ses successeurs, quels que soient les régimes, ont toujours paru flotter dans des habits constitutionnels trop grands. L'évaluation de ses successeurs, en tout premier lieu de son successeur immédiat, Édouard Beneš, si malmené par l'historiographie, doit tenir compte de la stature exceptionnelle du prédécesseur imposant qu'était Masaryk.

Les attributions constitutionnelles prévoyaient que le Président nomme les ministres, en particulier le premier d'entre eux<sup>11</sup>. Bien sûr, le rapport de forces issu des élections législatives ne lui donnait pas une grande latitude. Néanmoins, deux cas de figures l'ont amené à jouer un rôle plus important que prévu par la constitution. En 1920-21, en 1922 et en 1926, les députés eurent du mal à s'entendre sur une combinaison ministérielle. En 1922, Masaryk nomma Édouard Beneš mais en 1921 et 1926, interprétant le paragraphe 54 de la constitution, il nomma aussi des gouvernements de techniciens (*uřednická vláda*) pour plusieurs mois. Cette technique originale est d'ailleurs réapparue dans la République tchèque contemporaine en 1997, avec la désignation par le président Václav Havel d'un gouvernement présidé par le directeur de la banque nationale. Second type d'intervention, les remontrances au président du Conseil. Elles furent rares pour Švehla ou Beneš avec lesquels il s'entendait bien. En revanche, il fut plus ferme avec ceux qui ne bénéficiaient pas d'un aussi grand respect. Le 8 novembre 1930, Masaryk fit savoir au président du Conseil de 1929 à 1932, František Udržal, qu'il n'appréciait pas les fuites ministérielles empiétant sur ses prérogatives constitutionnelles. D'une part, des projets de nominations de hauts fonctionnaires furent révélés par la presse avant l'approbation du président. D'autre part, lorsque le président se proposa de faire un don aux chômeurs, son montant fut révélé par les *Národní Listy* avant que Masaryk l'ait précisé<sup>12</sup>. De la sorte, par des rappels à l'ordre, Masaryk faisait respecter ses attributions constitutionnelles.

La Constitution protégeait le président de la République, puisqu'il en était le symbole. Une éventuelle inculpation du président requerrait l'approbation des deux-tiers de l'Assemblée nationale (Chambre des députés et Sénat réunis) selon l'ar-

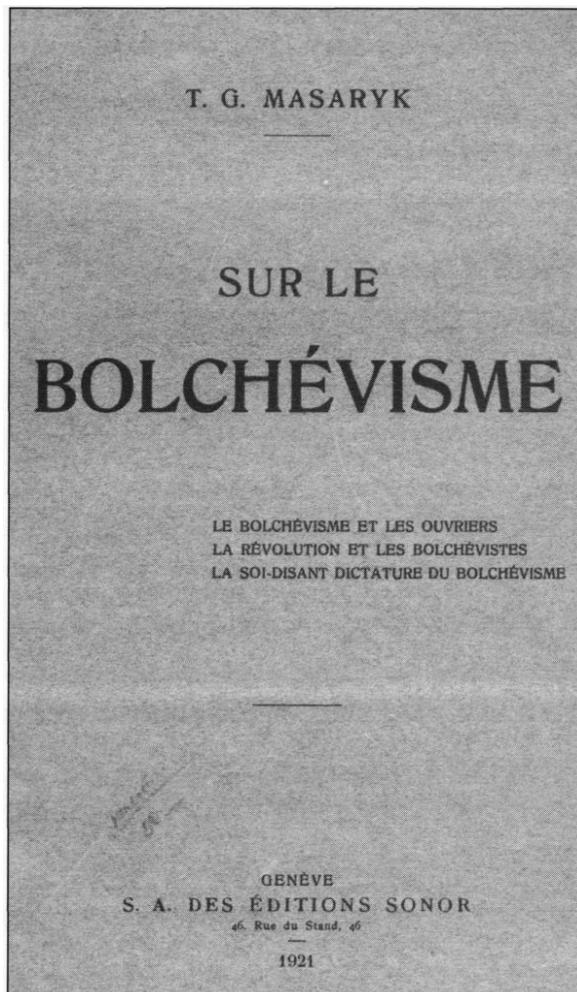


ticle 34. En principe, personne ne pouvait être élu plus de deux fois président de la République, mais la constitution dans son article 58 stipulait d'emblée que « cette disposition ne concerne pas le premier président de la République tchécoslovaque ». Enfin des lois renforcèrent la stature constitutionnelle de Masaryk. Après l'attentat qui coûta la vie au ministre des Finances Alois Rašín le 18 février 1923, le Parlement adopta le 3 mars 1923 une loi qui renforçait notamment la protection du président de la République, dite « loi pour la protection de la République ». Cette loi peut être interprétée comme un effort de rectification des débuts un peu naïfs de la République épargnée par les horreurs d'une guerre civile. Mais les menées communistes, l'assassinat de Rašín, le péril révisionniste sudète imposèrent la création d'un dispositif pragmatique de lutte contre les adversaires de la République de 1923. Une autre loi plus personnalisée, votée le 26 février 1930, affirmait : « Masaryk a bien mérité de l'État » (« *T. G. Masaryk si zasloužil o stát* »). Cette loi, qui n'est pas sans rappeler celle votée en France en faveur d'Adolphe Thiers le 23 mars 1873, est si marquante dans la tradition parlementaire tchèque qu'elle figure de nos jours gravée sur le mur d'un couloir de la Chambre des députés à côté d'un buste de Masaryk par le sculpteur Bohumil Kafka. Il est donc clair que Masaryk a profondément marqué de son empreinte la fonction présidentielle tchécoslovaque.

10. Pour une chronologie comparative de la transition du parlementarisme aux régimes centrés autour d'un chef en Europe centrale : Jerzy Holzer, « La crise du parlementarisme et les régimes autoritaires en Europe centrale et sud-orientale dans le courant des années 1920 » in Actes du colloque de Strasbourg, mai 1984, Pierre Ayçoberry, Jean-Paul Bled & Istvan Hunyadi (éd.), *Les conséquences des traités de paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale*, Strasbourg, 1987, pp. 385-392, voir pp. 388-389.

11. Constitution, § 70.

12. Archives de la Chancellerie du Président de la République (AKPR), carton TGM 1927-45, dossier T 12/24 V, folio classé T 1563/30.



13. Archives de l'Institut Masaryk (AÚTGM), carton KPR 1, dossier 1, liasse 2.

14. AÚTGM, carton KPR 3, dossier 15, folio classé 420.

15. AKPR, carton « neprotokolované věci », dossier T 355/21, liasse T 1303/23.

16. Bernard Michel, *La chute de l'empire austro-hongrois*, Paris, 1991, p. 196.

17. AKPR, dossier D 9163/20 (Polsko 1919/1920), liasse C, folio classé D 2092 et dossier D 9179/20, liasse « Paříž », folio classé D 2181.

18. AÚTGM, carton KPR 1, dossier 1, hors-liasse.

19. Josef E. Karola, "Obraz « Masaryka zednáře » v náboženské expozici z počátku 20. století" (L'image de « Masaryk franc-maçon » dans l'imagerie religieuse au début du XX<sup>e</sup> siècle), in Actes du colloque annuel de Hodonín, novembre 1994, *Náboženská dimenze Masarykova myšlení (La dimension religieuse de la pensée de Masaryk)*, Hodonín, 1995, pp. 38-47.

Masaryk, dans son exercice du pouvoir, a été secondé par la puissante chancellerie du président de la République (*Kancelář Prezidenta Republiky*, KPR). Elle fut pour lui, en utilisant une métaphore organique, ses yeux, ses mains et parfois même son cerveau. La KPR reçut son fondement légal lors de discussions parlementaires pendant l'été 1919. Elle a officiellement commencé à fonctionner avec une administration propre inscrite au budget de l'État comprenant trente personnes, tous services confondus, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1919<sup>13</sup>. En réalité, elle a débuté son activité dès le mois de juillet avec des moyens provisoires alloués par le Président du Conseil, dont le siège était alors encore au Château. Jusqu'alors, tout le printemps 1919, Masaryk n'avait à sa disposition qu'un secrétariat très léger, composé pour l'essentiel de son secrétaire de l'époque de son séjour aux États-Unis, Jaroslav Císař, bientôt nommé secrétaire de légation à Londres, puis de Vasil Škrach qui lui succéda<sup>14</sup>. La KPR fut localisée dans le Château et c'était une part de son prestige, malgré la vétusté du Château.

À la tête de la KPR, se trouvait le chancelier Přemysl Šámal (1867-1941). C'est un personnage trop méconnu. Docteur en droit, il entra au parti réaliste de Masaryk en 1900 et, en 1902, au conseil municipal de Prague. Pendant la Première

Guerre mondiale, il fut l'un des dirigeants de la « Maffia », organisation de la résistance intérieure. Il prit en charge la famille de Masaryk à partir de 1916<sup>15</sup>. Pendant l'exil de Masaryk, il le défendit devant les tribunaux autrichiens. Il mit sur pied des réseaux de renseignement, reliés au mouvement de Masaryk à l'extérieur. En juillet 1918, il entra au Conseil national (*Národní Výbor*), l'organe politique de la résistance intérieure pour préparer l'après-Autriche<sup>16</sup>. En octobre 1918, avec Karel Kramář, il participa à des négociations entre les représentants de la résistance intérieure et ceux de la résistance extérieure à Genève.

À la fin de l'année 1918, Přemysl Šámal se trouve à l'intersection de trois réseaux. Le premier réseau, c'est celui de sa fidélité à Masaryk et aux hommes du parti réaliste d'avant-guerre. Le deuxième réseau, c'est celui de la connexion exclusive avec la résistance extérieure entre, d'un côté, Beneš et le Conseil national tchécoslovaque de Paris devenu gouvernement provisoire le 14 octobre 1918 et, de l'autre côté, la « Maffia ». Le troisième réseau de Šámal, c'est précisément la « Maffia », avec une composante politique autour de Karel Kramář et une composante opérationnelle avec ses réseaux secrets. Homme de réseaux dans la résistance, Šámal le resta après la guerre.

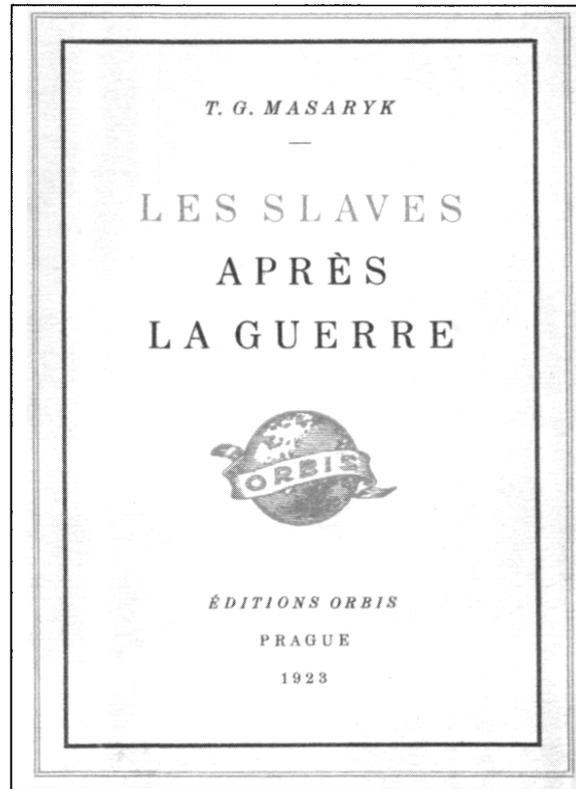
Šámal était là avant Masaryk, il demeura après Masaryk, jusqu'en 1938. Avant le retour de Masaryk à Prague le 21 décembre 1918, il avait été désigné maire de la capitale et il le resta tout le premier semestre 1919. De novembre 1918 à septembre 1919, il fut simultanément membre de l'Assemblée nationale révolutionnaire, plutôt proche de Karel Kramář, devenu nationaliste conservateur. Vers la fin du printemps 1919, il assura parallèlement un rôle de chaperon de Masaryk dans le monde politique qui s'était passé de lui pendant quatre ans. Ce rôle d'assistant de Masaryk se mua en celui de conseiller politico-administratif puis de chancelier (*kancléř*) à l'été 1919. Ce terme désuet entrainé dans une logique de crédibilisation de la fonction, au moment où le même terme était adopté en Allemagne et en Autriche pour désigner le président du Conseil des ministres. En 1919, il s'entoura peu à peu de collaborateurs, qui formèrent le noyau de la KPR<sup>17</sup>. Ce sont au départ des fonctions purement techniques, puis plus politiques, jusqu'à former la formidable machine d'influence que fut la KPR, comprenant plus de 150 salariés<sup>18</sup>. Cette machine, Šámal la dirigea encore sous le successeur de Masaryk, le « président-constructeur » Édouard Beneš, jusqu'en 1938.

Dans son activité de chancelier, Přemysl Šámal avait classiquement un rôle d'organisateur, de coordonnateur et d'arbitre lorsque plusieurs hypothèses de travail étaient proposées par les services de la KPR. Il synthétisait des informations en provenance de plusieurs sources. Bien sûr il recevait les sources officielles en provenance des ministères ou des fonctionnaires locaux. Mais il avait aussi ses propres sources d'information. Il s'appuyait sur un réseau de francs-maçons encore balbutiant en Tchécoslovaquie. Contrairement à une légende ancienne catholique ou austrophile, Masaryk n'était pas franc-maçon<sup>19</sup>. L'entourage de Masaryk

comprenait bien quelques francs-maçons. Mais Édouard Beneš, par exemple, fut initié *après* la guerre et non pas avant, ce qui infirme la rumeur d'une Tchécoslovaquie construite par des francs-maçons, rumeur colportée jusqu'à nos jours dans des publications malveillantes ou sous-documentées. Le médecin de Masaryk, Ladislav Syllaba (1868-1930), le chef de de la II<sup>e</sup> Section politique de la KPR Josef Schieszl, Jan Masaryk à partir de 1921 et Přemysl Šámal étaient francs-maçons. Štefánik fut bien franc-maçon en France, mais il mourut prématurément le 4 mai 1919. Il ne faut pas exagérer cette influence des francs-maçons bien moins puissante que dans les fantasmes de leurs adversaires. Masaryk était personnellement méfiant à l'égard des sociétés secrètes.

D'avantage que de relations maçonniques, certaines relations de Přemysl Šámal résultaient plus efficacement des connivences avec d'anciens dirigeants de la « Maffia » passés dans les ministères. Ces connivences permettaient à Šámal d'avoir des informations directes en provenance du ministère de l'Intérieur, de la fameuse III<sup>e</sup> section (affaires politiques et propagande) du ministère des Affaires étrangères, ou encore de l'étranger, par exemple des États-Unis, via le pasteur protestant Václav Králíček que Masaryk avait rencontré en 1918. Enfin, fait inconnu de la bibliographie existante, Šámal était lui-même à la tête d'un réseau d'informateurs appelé VOB. Le V. signifie peut-être « militaire » (*vojenský*). Ce réseau était très structuré avec une hiérarchie de type militaire, un financement rigoureux et un réseau d'honorables correspondants dans le pays et à l'étranger. La richesse de cette dernière source est incomparable, bien plus efficace que le canal officiel, grâce à quoi le chancelier pouvait informer le président Masaryk en connaissance de cause. Ce réseau fonctionna semble-t-il jusque vers le milieu des années 1920, date à laquelle il disparut sans explication.

Přemysl Šámal avait aussi la haute main sur les affaires réservées, comme par exemple les relations avec les adversaires irréductibles du président, notamment avec les nationaux-démocrates de Karel Kramář, qui représentait l'opposition de droite à Masaryk. Dans cette direction où Šámal avait conservé de nombreux amis, il pouvait compter sur ses bonnes relations avec le banquier Jaroslav Preiss, directeur-général de la puissante Živnobanka (Banque de l'Artisanat), qui servait souvent d'intermédiaire<sup>20</sup>. Ils se tutoyaient en souvenir de leur expérience commune de la « Maffia »<sup>21</sup>. De l'autre côté de l'échiquier politique, Šámal pouvait converser avec Bohumil Šmeral, socialiste ancienne manière qui était passé au communisme et qu'il connaissait personnellement depuis longtemps<sup>22</sup>. Leur terrain d'entente était leur commune formation de docteur en droit, qui était par ailleurs un sésame pour accéder au bureau de Šámal. Parmi les affaires réservées, Šámal s'est aussi occupé de toutes les relations avec les vieux amis de Masaryk qui, à un moment ou un autre, ont connu des revers ou des infortunes. Proche de Masaryk, auquel il ressemblait par sa barbiche, il était doué pour les rapports humains. Les interventions de Šámal pour régler ces difficultés tout en préservant le président de soucis d'intendance sont touchantes d'humanité. Il



rendait compte à Masaryk quatre à cinq fois par semaine de 1919 à décembre 1935.

L'ensemble des réseaux de Přemysl Šámal permettait de couvrir une large gamme de problèmes, politiques ou personnels. C'est la base de l'efficacité prolongée de la KPR jusqu'en 1938. En 1938, le nouveau président Emil Hácha, désigné dans le contexte de l'après-Munich après le départ de Beneš pour Londres, le mit en retraite d'office. Après l'arrivée des nazis à Prague en mars 1939, Šámal fut arrêté en janvier 1940 pour avoir organisé un nouveau réseau de résistance. Par-dessus tout, les nazis lui firent payer son engagement masarykien de plusieurs décennies. Il fut transféré à Berlin où il mourut en prison le 9 mars 1941, officiellement d'une crise cardiaque. Son fils Jaromír, zoologue qui était entré lui aussi dans la résistance anti-nazie, fut le premier exécuté le 5 juin 1942 dans les repréailles après l'attentat contre Heydrich.

On voit bien l'importance de Přemysl Šámal dans l'action du président Masaryk. Sous la direction du grand organisateur qu'était le chancelier, travaillait un homme encore moins connu que lui : Josef Schieszl (1876-1970). La meilleure étude sur l'administration du Château, l'ouvrage collectif allemand *Die Burg* (Le Château), par ailleurs très stimulant sur l'activité de l'entourage de Masaryk dans l'entre-deux-guerres ne parle que très allusivement de ce Josef Schieszl<sup>23</sup>. Schieszl est un homme négligé par les historiens et les dictionnaires. Il faut pourtant le dire avec netteté : Josef Schieszl fut durant toute cette période d'une quinzaine d'années la tête pensante de la KPR.

Masaryk avait fait la connaissance de ce docteur en droit lors de l'affaire des 308 prêtres en 1906. Josef Schieszl était né en 1876 dans un village de

20. Pavel Kosatík, *Bankéř první Republiky. Život dr. Jaroslava Preisse*, Prague, 1996.

21. AKPR, dossier D 7431/20, liasse D 4485/20, folio D 309/20 et D 934/20.

22. AKPR, carton T 1922-38, dossier T 22/21 IV, folio classé T 879/24.

23. Karl Bosl, (éd.), *Die Burg, einflussreiche politische Kräfte um Masaryk und Beneš (Le Château, les forces politiques influentes sur Masaryk et Beneš)*, Munich, 1973.

# L'IDÉAL D'HUMANITÉ

PAR

THOMAS-GARRIGUE MASARYK

Traduit du Tchéque par  
PAULA MOLNÁREVÁ

Orné d'un portrait



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES  
MARCEL RIVIÈRE

31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoist

—  
1930

24. Archives centrales d'Etat (SÚA), Policejní ředitelství v Praze, 1921-1930, carton 7, folio n°129.

25. SÚA, succession de Schieszl, carton 7, folio n° 129.

26. SÚA, succession de Schieszl, carton 1, dossier n° 2. Voir aussi Theodor Syl-laba, *Jan Gebauer*, Prague, 1986, p. 349 et F. Plamínková, *Masaryk a ženy*, Prague, 1930, p. 177.

27. SÚA, succession de Schieszl, carton 1, folio n° 3. Voir aussi Josef Schieszl, « Z Kanceláře Prezidenta Republiky », in Josef Hofmann & Oskar Odstrčil, *TGM, jak jsme ho viděli (TGM, comment nous l'avons vu)*, Prague, 1948, pp. 200-209, voir p. 202.

28. AKPR, carton T 1922-38, dossier T 22/21 I-V. passim.

29. Josef Schieszl, « Co je s vědeckou pozůstalostí Gebauerovou? » (« Où en est l'héritage scientifique de Gebauer? »), *Naše řeč (Notre langue)*, 38, 1955, n° 3/4, pp. 104-109.

30. AKPR, dossier 9063/20 (Slovensko) liasse B, folio classé D 6957/20.

31. Lettre de Kučera de Capri à Šámal du 25 juin 1921, AKPR, carton « TGM 1921 », dossier T 1165/22, liasse « Neprotopologované z 1921 ».

32. SÚA, succession de Schieszl, carton 6, folio n° 89.

33. SÚA, succession de Schieszl, carton 3, folio n° 36.

34. AÚTGM, rapport de Josef Schieszl du 18 juillet 1922 (4 pages), carton KPR 1, dossier 1, liasse 5, folio 9.

Moravie à vingt-cinq kilomètres au nord de Hodonín, la ville natale de Masaryk. Tout comme Masaryk, il garda un attachement durable à cette région de la Moravie du Sud. Après des études au lycée de Brno et des études de droit à Prague, il devint avocat au barreau de Prague, où il demeura formellement jusqu'à son entrée à la KPR en 1920. En 1904, Schieszl déclara quitter l'Eglise catholique romaine, ce qui était un geste fréquent dans la jeune intelligentsia progressiste<sup>24</sup>. Par la suite, peut-être sous l'influence de Masaryk qu'il avait rencontré dans des conférences, Schieszl rejoint l'Eglise évangélique des frères tchèques et participa à ses activités jusqu'à sa mort<sup>25</sup>.

Marié à Ludmila Gebauerová, la fille du professeur Gebauer, un collègue et ami de Masaryk depuis les années 1880, Schieszl était en symbiose intellectuelle avec Masaryk<sup>26</sup>. Depuis ses études, Schieszl participait aux activités du Parti populaire tchèque de Masaryk (*česká strana lidová*). Pendant la guerre, il avait fait partie du réseau de résistance de Přemysl Šámal. Vers la fin de la guerre, il s'allia à Karel Kramář et au parti national-démocrate. A la suite de dissensions, il accepta la proposition de Šámal d'entrer à la KPR en septembre 1920 afin d'y occuper les fonctions de directeur des affaires politiques et législatives<sup>27</sup>. Šámal cherchait surtout un collaborateur pour les affaires politiques. Schieszl allait rester deux décennies à la KPR, jusqu'à ce que, comme Šámal, il soit contraint de la quitter après l'épisode de Munich<sup>28</sup>. Après quoi, il demeura dans une retraite politique définitive, en ne publiant qu'un anodin article sur son beau-père

Jan Gebauer en 1955<sup>29</sup> mais pas de mémoires. Les archives de sa succession retrouvées dans les Archives centrales d'Etat permettent néanmoins de prendre la mesure de ce personnage et de son activité à la KPR. Connaissant les capacités de Schieszl, Šámal lui proposa rapidement de prendre la place de vice-chancelier, c'est-à-dire de numéro deux de la Chancellerie. Il prit rapidement l'ascendant et fut autorisé à dialoguer plusieurs fois par semaine avec le président soit au Château de Prague, soit dans la résidence présidentielle de Lány, distante de Prague d'une trentaine de kilomètres vers l'Ouest.

Dès son entrée en fonction, Schieszl fit montre de sa compétence non seulement administrative mais aussi politique pour arrondir un projet de réforme des circonscriptions administratives de la Slovaquie proposé en septembre 1920 par le ministre social-démocrate Ivan Dérer. Celui-ci, Slovaque, titulaire du portefeuille de l'administration de la Slovaquie, souhaitait combattre l'influence cléricale du prêtre nationaliste Hlinka. Malgré la sympathie de Masaryk pour Dérer et son projet, Schieszl objecta qu'un tel projet nécessitait la contresignature de tous les membres du gouvernement car « cette affaire a une importance éminente, non seulement pour la Slovaquie, mais pour l'Etat tout entier. »<sup>30</sup> Cette sûreté de jugement politique, c'est exactement ce que recherchaient Masaryk et Šámal. Josef Schieszl était un politique doué doublé d'un technicien hors-pair.

L'année suivante, en 1921, Schieszl consacra beaucoup de temps à rédiger la Constitution autonome de la Russie subcarpathique, partie orientale du pays<sup>31</sup>. La difficulté résidait dans le respect réciproque de la constitution tchécoslovaque et de la constitution de cette région autonome de l'extrême-Est de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres. Les Ruthènes qui pratiquèrent cette Constitution ne s'en sont guère plaints. En juin 1945, leur territoire ne fut rattaché à l'URSS de Staline qu'en raison d'impératifs géo-stratégiques qui dépassaient les intérêts des populations de Ruthénie. Cette même année 1921, Schieszl rédigea le projet d'amnistie des prisonniers communistes commandé par Masaryk<sup>32</sup>. Désormais, il aurait la haute main sur la préparation des décrets d'amnistie<sup>33</sup>.

A l'été 1922, Masaryk se reposant à Capri, Josef Schieszl mena une réflexion sur la pratique et sur le rôle politique de la KPR, trois ans et demi après la libération du pays, deux ans après son arrivée à la KPR. A la demande de Masaryk, Schieszl se posa la question de la capacité et la compétence de la KPR à collecter et fournir au président des informations fiables. Schieszl proposa d'organiser deux canaux d'informations plus solides pour permettre au président et à la KPR de fonder leurs décisions et d'influencer vraiment le jeu politique en connaissance de cause<sup>34</sup>. D'une part, Schieszl souhaitait mettre sur pied un canal d'information administratif en amont des décisions parlementaires permettant d'influencer ces décisions dans un sens plus conformes aux vues du président. D'autre part, il fallait constituer un canal d'influence non-administratif et il envisagea la pratique moderne de l'influence par le lobbying. Schieszl manifesta ici d'une part une grande fermeté

de pensée et d'autre part une capacité prospective dans l'axe de la propre pratique de Masaryk. Schieszl a l'intuition que la décision politique à l'avenir se fera moins sur la base d'envolées lyriques parlementaires que sur une maîtrise des informations fondant la décision des hommes politiques. Masaryk l'a largement éprouvé pendant la guerre. Bref, Schieszl a largement contribué à faire passer la pratique de la KPR de l'âge des combines politiques héritées de l'empire austro-hongrois à celui du pragmatisme anglo-saxon des groupes de pression tirant leur puissance de la capacité à informer les décideurs en amont de la prise de décision.

Cette technique de la politique est assurément plus moderne. Par deux aspects, elle convenait à Masaryk. Le premier aspect, c'était que Masaryk lui-même avait depuis longtemps appelé à faire de la politique une science, dès ses ouvrages théoriques d'avant-guerre. Le second aspect qui convenait à Masaryk, c'était l'analogie avec sa pratique d'avant-guerre, Masaryk avait fait la preuve qu'un gros effort d'accumulation de l'information pouvait permettre de faire la différence en politique ou dans tout débat de conviction. Sans parler de l'affaire des Manuscrits, c'est ainsi qu'il avait réussi à sauver le juif Hilsner, faussement accusé de meurtre, à faire rejeter l'accusation des 308 prêtres, à faire tomber l'affaire Friedjung, à démonter les ressorts viciés de la politique extérieure d'Aehrenthal. Seule peut-être l'affaire de la malhonnêteté intellectuelle du professeur Wahrmond, outre son fondement philosophique, avait largement fonctionné sur l'éloquence. La guerre avait largement confirmé cette pratique de Masaryk fondée sur une supériorité documentaire tout autant que conceptuelle. Masaryk n'était lui-même qu'un orateur moyen. Ses discours marquaient plus par le contenu que par la forme. Masaryk se méfiait du brio de l'éloquence, jamais éloigné de la démagogie. Pour le Masaryk des années 1920, Schieszl a été le théoricien de cette pratique moderne de la politique.

Schieszl bénéficiait lui aussi de réseaux. Sa franc-maçonnerie ne fut que transitoire, une demi-douzaine d'années de 1924 au début des années 1930<sup>35</sup>. Plus décisif sans aucun doute, Schieszl participa activement à la vie du Club mondain (*Společenský klub*) qu'il contribua à fonder en 1926<sup>36</sup>. Installé au palais Sylva-Tarouca dans la rue Na Příkopě à Prague, soutenu par Masaryk, ce club servait d'intermédiaire informel entre visiteurs étrangers de haut rang ou citoyens étrangers exerçant en République tchécoslovaque d'un côté et de l'autre, hommes politiques, dirigeants, savants, acteurs de la vie culturelle ou entrepreneurs de Tchécoslovaquie. Schieszl avait d'autres engagements associatifs, dans les sokols, clubs automobiles, associations de tourisme, de santé ou professionnelles<sup>37</sup>. Tous ces réseaux œuvraient, à leur échelle, comme des relais de l'action de Masaryk, plus profondément sans doute que les fameuses rencontres littéraires du vendredi (*Patečnici*).

Très rapidement, Schieszl fut mandaté à plusieurs reprises pour des missions de confiance ou pour des missions politiques délicates, comme expliquer aux ouvriers du bastion communiste de

Kladno que l'absence de Masaryk pour maladie en octobre 1921 n'était pas une feinte<sup>38</sup>. Dans les milieux politiques, il entretenait tous les contacts indispensables avec les ministres ou parlementaires<sup>39</sup>. Il exerça ses fonctions discrètement mais par un travail politique très intense grâce à ses contacts quotidiens avec les dirigeants politiques de la République tchécoslovaque. Ses agendas sont à cet égard éloquentes<sup>40</sup>. Ses seuls rapports quotidiens de 1920 à 1936 à Masaryk sur l'activité des partis politiques tchécoslovaques fournissent la masse d'un carton et demi dans les archives personnelles de Schieszl<sup>41</sup>. Il contactait les ministres susceptibles d'entrer dans une nouvelle combinaison gouvernementale. Il entretenait une correspondance avec le ministre Alois Rašín, avec le banquier Jaroslav Preiss<sup>42</sup>, avec Antonín Švehla, l'homme que Masaryk, malgré quelques réserves, tenait pour le plus capable parmi les hommes politiques tchécoslovaques avec Édouard Beneš<sup>43</sup>. Schieszl rendait compte à Masaryk de l'activité conciliatrice de l'Allemand de Bohême Robert Mayr-Harting dès 1921 et jusqu'en 1936<sup>44</sup>. De la sorte, il fut un des artisans de la politique de rapprochement des Allemands raisonnables avec les autorités de la Tchécoslovaquie, politique que l'on appela « activism » par opposition au négativisme de beaucoup des autres Allemands de Bohême. A l'exception de la brève période (18 mars-12 octobre 1926) où, sur demande de Masaryk, il accepta le poste de ministre des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Éducation physique dans le gouvernement de techniciens du haut-fonctionnaire Jan Černý, il resta à l'écart des engagements de partis. Ce qui ne signifie pas qu'il n'avait pas de vision politique.

En effet, Schieszl fut surtout le concepteur de tous les discours politiques du président<sup>45</sup>. Schieszl a été l'interlocuteur politique préféré de Masaryk à la KPR pendant ses 17 années de présidence. Non pas que Schieszl fût un interlocuteur commode et obséquieux. Il fut un des rares à soumettre à Masaryk des idées alternatives. Tout cela, avec leur enfance morave, contribuait à forger une complicité entre les deux hommes, ce qui n'excluait pas les discussions franches en cas de divergences. Schieszl fut peut-être même un des rares hommes du premier cercle des conseillers à oser s'opposer au président sans craindre une disgrâce et sans jamais faire peser de menace de démission. Lors de la montée des difficultés au début des années 1930, il suggéra des mesures en vue de renforcer le pouvoir présidentiel sans pour autant mettre en cause la démocratie. Au contraire, Schieszl estimait nécessaire de renforcer le régime contre ses vrais ennemis en progrès en Allemagne, les nazis. Schieszl, tout en se réclamant de Masaryk, était partisan d'un pouvoir exécutif fort mais pas autoritaire.

La conception techniciste de la politique selon Schieszl mena à la fin de la vie de Masaryk à des décisions dont les ressorts sont complexes. Masaryk subit un grave accident cérébral au printemps 1934. Après cet accident, la place de Schieszl devint véritablement prépondérante<sup>46</sup>. Dans la crainte de ne pouvoir assurer une transition vers le dauphin envisagé, Édouard Beneš, la KPR retarda la démission (*abdikace*) de Masaryk autant que sa

35. SÚA, succession de Schieszl, carton 7, folio n° 125.

36. SÚA, succession de Schieszl, carton 7, folio n° 111.

37. SÚA, succession de Schieszl, carton 7, folio n° 96-98 et 120.

38. AKPR, carton « TGM 1921 », dossier T 1435/21, folio classé T 1446/21.

39. SÚA, succession de Schieszl, carton 2, folio n° 15.

40. SÚA, succession de Schieszl, carton 3, pièce n° 28.

41. SÚA, succession de Schieszl, cartons 6 et 7.

42. SÚA, succession de Schieszl, carton 8, dossiers n° 172 et 171. Les relations avec Rašín étaient délicates. Jana Šetřilová, *Alois Rašín, dramatický život českého politika (Alois Rašín, la vie dramatique d'un homme politique tchèque)*, Prague, 1997, p. 98.

43. SÚA, succession de Schieszl, carton 9, folio n° 182.

44. SÚA, succession de Schieszl, carton 8, folio n° 164.

45. SÚA, succession de Schieszl, carton 2, folio n° 25.

46. SÚA, succession de Schieszl, carton 2, folio n° 26.

santé le permettait. Pour éviter une période plus difficile encore, Schieszl envisagea une stratégie pour pallier les difficultés de santé de Masaryk âgé de près de quatre-vingt cinq ans. La perte de l'usage de la main droite empêchait Masaryk de signer les actes officiels. Le 17 juillet 1934, sur suggestion du médecin traitant le docteur Maixner, Šámal et Schieszl prirent la décision de faire graver secrètement un tampon avec la signature de Masaryk. Le secrétaire Schenk reçut ce nouveau tampon et c'est lui, à Lány, qui apposait cette signature tamponnée sur ordre de Masaryk et devant lui, car désormais Masaryk ne signerait plus les actes officiels à destination de l'étranger<sup>47</sup>. Cette grave décision montre la puissance de la KPR dans le dispositif de décision du président Masaryk. Le pragmatisme de l'intelligent technicien qu'était Schieszl était allé loin, au nom de la fidélité à Masaryk.

### Un Château démocratique

Un autre problème est apparu à Masaryk confronté au dilemme de la liquidation du passé monarchique et la nécessité d'ériger de nouvelles institutions identifiant la démocratie. C'était le problème du siège de la présidence de la République. Le gouverneur représentant le pouvoir des Habsbourg résidait depuis quatre siècles dans le Château de Hradčany, sur un site investi depuis les Přemyslides dans la seconde moitié du IX<sup>e</sup> siècle et largement remanié par Marie-Thérèse au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce remaniement avait été d'une telle ampleur que ce château était largement identifié comme un château Habsbourg. En l'état, le Château ne plaisait pas à Masaryk. Sa femme n'y résida quasiment jamais, obligée qu'elle était de rester au sanatorium de Veleslavin. Ce Château était immense et inhospitalier, il ne correspondait pas aux normes du confort moderne du début du XX<sup>e</sup> siècle. Depuis les années 1860 et l'abandon du projet de couronnement de François-Joseph à Prague, le Château avait été laissé à l'abandon. Par-dessus tout, il rappelait par trop un passé politique honni.

Masaryk décida donc un réaménagement en profondeur du Château. Il confia ce projet qui s'étira sur une quinzaine d'années, soit presque toute la période de présidence de Masaryk, à un architecte slovène d'inspiration néo-classique très personnelle, Josef Plečník (1872-1957). En France, une exposition au centre Beaubourg en 1985 a pu donner une idée de son style architectural présent à Prague et en Bohême, mais surtout en Slovénie, à Ljubljana en particulier. Dans sa lettre de mission, Masaryk donna une signification politique explicite au réaménagement du Château : ce devrait être dorénavant un Château démocratique, rien de moins. Les travaux ont débuté dès 1920, mais le 12 février 1925, après plusieurs péripéties administratives, Josef Plečník fut enfin nommé officiellement architecte permanent du Château de Prague. A cette occasion, le 20 avril 1925, Masaryk consigna ses instructions à l'architecte Plečník dans un memorandum deux pages dactylographiées qu'il conclut par douze lignes manuscrites pour replacer le réaménagement du Château dans une perspective d'affermissement de la démocratie.

Le sens de ces instructions est de faire du Château le siège d'un président démocratique. Tout le réaménagement extérieur et intérieur du Château doit être sobre, mais noblement artistique, symbolisant l'idée d'un palais de l'indépendance et de la démocratie. Les proches environs du Château doivent être réaménagés dans cet esprit. Le peuple voit dans le Château un bien national, et c'est pourquoi la transformation du Château conçu et construit dans un esprit monarchique en un château démocratique doit recevoir toute l'attention non seulement des présidents mais aussi du gouvernement<sup>48</sup>.

Dans ce cadre intellectuel et politique rédigé *a posteriori* mais posé d'emblée au début des années 1920, Plečník travailla pendant près de quinze ans<sup>49</sup>. La décision avait été avalisée en 1919 par le gouvernement qui devait non seulement financer les travaux mais déménager des ministères qui avaient investi les lieux dès novembre 1918. Au début des années 1920, l'aire du Château abritait ainsi les services de la Chancellerie présidentielle, les services de la présidence du Conseil, le ministère des Affaires étrangères, les services du ministère de l'Intérieur, les services du ministère de la Défense, la Cour constitutionnelle, tout cela dans des conditions d'hygiène, de sécurité et de confort très précaires. Cette situation dura jusqu'en 1921, année où la Présidence du Conseil déménagea pour le palais Kolovrat et le ministère des Affaires étrangères pour le palais Černín, même si Beneš conserva un appartement au Château jusqu'en 1924. Plečník s'attela à la réalisation des plans en 1920-1921. Le 13 mars 1922, le fils du président, Jan Masaryk adressa au chef de la Chancellerie présidentielle Šámal un projet pour que le réaménagement du Château soit attribué au ministère des Travaux publics et non à la Chancellerie, afin d'éviter au président d'être la cible des critiques d'adversaires de droite et des communistes. En fin de compte, la Chancellerie demeura maître-d'œuvre, pour permettre à Masaryk de donner les impulsions aux travaux, mais l'hypothèse suggérée par son fils montrait à quel point le réaménagement du Château était un enjeu politique.

Les travaux ne purent vraiment commencer qu'après le départ intégral des administrations ministérielles parasites à la mi-mai 1922. Les investissements programmés pour les années suivantes s'élevaient bon an mal an autour de six millions de couronnes. Certains projets, en fonction de la profondeur du réaménagement, couraient jusqu'à 1940. Des trouvailles archéologiques ralentirent les travaux, des parties du projet furent abandonnées, modifiées<sup>50</sup>. Pendant ses séjours hivernaux en Slovénie, Plečník se fit seconder par son plus brillant élève-architecte : Otto Rothmayer. Plečník, quant à lui, fut très noble dans ses exigences financières, se limitant très strictement aux frais de ses fournisseurs<sup>51</sup>. Dans un esprit démocratique, affirmait-il, il critiquait les travaux inutiles ou coûteux. Il rencontrait Masaryk plusieurs fois par an pour se concerter sur des plans d'ensemble pour le Château et pour ses environs, mais aussi sur des détails significatifs comme l'emplacement de la bibliothèque ou du futur Institut Masaryk. Tout détail était susceptible d'une lecture politique.

47. AKPR, carton TGM 1927-45, dossier T 12/24 V, folio classé T 647/34 et T 766/34.

48. AÚTGM, carton KPR 15, dossier 62, liasse 1925, folio non-numéroté.

49. Tous les détails ci-après sont extraits des archives AÚTGM, cartons KPR 15, dossiers 61 et 62.

50. Deux articles sur la valeur archéologique des trouvailles parurent sous la plume du chef de travaux Karel Fiala dans la revue *Česky Svět* n° 5 & 6, les 20 & 27 octobre 1927.

51. Lettre de Blážek au chancelier Šámal, 27 août 1922, AÚTGM, carton KPR 15, dossier 61, liasse Hrad 1922.

Au milieu des années 1930, Plečník considéra le travail accompli comme acceptable. Le réaménagement avait concerné l'architecture extérieure, les jardins, les cours qui furent empavées, l'agencement intérieur, l'ameublement, des systèmes modernes de chauffage central, d'assainissement, la construction d'un appartement présidentiel, l'érection d'un monument aux légionnaires sous la forme d'une colonne de marbre monolithique dans la troisième cour, selon un alignement qui la rendait visible de plusieurs points. Parallèlement, sous l'impulsion de l'architecte Kamil Hilbert, avait été achevée la cathédrale Saint-Guy (*Svatý Vít*) enclavée dans le Château, notamment son portail Ouest. L'énormité des travaux suscita des polémiques, des tensions mineures apparurent entre différents acteurs du réaménagement<sup>52</sup>. Mais le but souhaité par Masaryk fut dans une large mesure atteint : le Château prit une allure sobre, sans ostentation aucune, confinant à l'ascétisme que Masaryk et Plečník avaient en partage. L'inspiration néo-classique visait à renouer avec les sources de la démocratie occidentale gréco-romaine. Le style de Plečník est aisément perceptible. Les éléments antiques tracent des axes nets et les points importants soulignent les endroits marqués par l'histoire. Les formes parfaites, le savoir-faire impeccable des artisans sollicités, les matériaux de qualité, le souci du détail soigné forcent l'admiration des experts comme des simples gens<sup>53</sup>. Le Château fut désormais largement ouvert au public. Pour Masaryk, c'était devenu un Château démocratique.

### La promotion des femmes

Avant guerre, Masaryk avait été un zélé de la cause des femmes. Sa femme américaine joua un rôle fondamental dans sa prise de conscience sur le problème des femmes. Qu'en est-il resté une fois devenu président ?

La première mesure spectaculaire fut le droit de vote des femmes accordé dès 1919, à la même époque que la Pologne. La loi fut votée le 19 janvier 1919, très peu de temps après le retour de Masaryk au pays. Conséquemment, des femmes firent leur entrée à l'Assemblée nationale et au sénat tchécoslovaque. C'était le cas de Fraňa Zemínová et Františka Plamínková. L'article 106 de la Constitution de 1920 reconnaissait l'égalité des hommes et des femmes dans tous les domaines. L'intégration des femmes dans le jeu politique n'alla toutefois pas jusqu'à leur accorder des responsabilités ministérielles. Néanmoins leur poids électoral se fit sentir instantanément. En 1919, furent votées plusieurs lois importantes pour les femmes tchécoslovaques : mariage civil, suppression de plusieurs obstacles au mariage, séparation facilitée<sup>54</sup>. Ces lois déclenchèrent les foudres de l'*Osservatore romano*, mais les femmes en surent gré au président auquel elles attribuaient cette accélération légale. Les femmes elles-mêmes reconnurent le rôle de Masaryk par la publication en 1930 d'un ouvrage en son honneur sous la direction de Františka Plamínková, *TGM a ženy*.

Masaryk soutint activement des initiatives de femmes. Sa propre épouse, épuisée par les mauvais

traitements infligés par la police autrichienne pendant la guerre, mourut en 1923. En revanche, sa fille Alice Masaryk prit la tête de la Croix-Rouge tchécoslovaque. Masaryk adressa son encouragement personnel à Anduša Kozáková, la première femme docteur en droit en Tchécoslovaquie en 1922. En 1924, il accorda son soutien financier au célèbre projet d'une femme médecin slovaque, Mlle Vlasta Kálalová, se proposant de créer un hôpital à Bagdad. Elle était venue défendre son projet crânement à Topolčianky. Elle parlait couramment l'arabe, le persan, le turc, l'anglais, le français et l'allemand. Masaryk lui fit remettre immédiatement 10 000 couronnes et l'aida encore pour boucler son budget d'un total de 60 000 couronnes. Pour convaincre le président du Conseil Švehla, Masaryk lui dit : « Mlle Kálalová est un chirurgien réputé et étendra la renommée tchécoslovaque mieux qu'elle ne pourrait le faire dans notre pays »<sup>55</sup>. Sans doute est-ce l'image de jeunes femmes modernes et vitrines de leur pays qui l'amena à défendre ce projet original et qui fut d'ailleurs un succès. Il avait en modèle des femmes de qualité avec lesquelles il prit toujours goût à discuter comme la journaliste française Louise Weiss ou la responsable de la Croix-Rouge anglaise Muriel Paget, femme énergique qui lui avait facilité le voyage en Transsibérien en mars 1918 et qui revint le voir plusieurs fois à Lány, ou bien encore la sculptrice Helena Železná-Scholz qui fut souvent invitée à Topolčianky dans les années 1930.

Pendant un épisode trouble survint dans l'entourage de Masaryk. L'épouse d'un employé de la KPR, Julius Kovanda, pratiqua un avortement, alors illégal, sur l'épouse d'un autre employé de la KPR lors du séjour présidentiel à Topolčianky en 1928. La patiente dut être transportée à l'hôpital de Bratislava. Sur un plan légal, l'affaire fut réglée de manière interne à la KPR pour éviter un scandale autour du président. Mais il paraît étonnant que Masaryk n'ait pas été mis au courant, d'autant que dans cette affaire, Julius Kovanda perdit sa place à la KPR. Or il s'occupait de l'administration des biens et comptes présidentiels. Faut-il conclure à une mansuétude de Masaryk qui n'a pas souhaité faire inculper un subordonné par ailleurs bien noté ? Cette affaire reste mystérieuse.

Malgré cette affaire à l'interprétation incertaine, la présidence de Masaryk resta celle d'une époque d'émancipation et de promotion des femmes. Masaryk avait donc tenu ses promesses d'avant-guerre à l'égard des femmes.

En définitive, loin de son image de philosophe idéaliste, dans les trois domaines analysés, le mode de gouvernement, le réaménagement du Château ou la place des femmes, Masaryk s'avère un président soucieux de faire passer ses idées démocratiques dans la réalité. A l'opposé de l'image véhiculée par la propagande tchécoslovaque de l'entre-deux-guerres, Masaryk fut bien un homme politique au sens plein du terme. Masaryk ne fut pas seulement un homme d'idées, il avait aussi le sens des réalités. Ce sont assurément deux qualités qui en font un homme politique à part, et pas seulement à son époque. ■

Alain Soubigou

52. AKPR, dossier T 23/21 II, liasse T 578/23.

53. Parmi les divers ouvrages sur le travail de Plečník au Château de Prague, celui qui analyse et illustre le mieux le dialogue entre Masaryk et l'architecte est l'œuvre de Jiří Kovtun & Zdeněk Lukeš, *Pražský hrad za T. G. Masaryka (Le Château de Prague sous T. G. Masaryk)*, Prague, 1995.

54. AKPR, carton T 32/21, dossier II, liasse T 975/24.

55. AÚTGM, carton KPR 10, dossier 38, folio classé 642/24.